



CCMA du 14 juin 2023

Déclaration liminaire CGT Enseignement privé Normandie

Madame la Rectrice,
Mesdames, Messieurs,

Démotivation ! C'est le sentiment général qui gagne les salles des profs. Si cette démotivation était circonscrite aux seuls enseignants, ce serait grave, mais le ministère pourrait s'en accommoder. Ce qui est beaucoup plus inquiétant, c'est que cette démotivation, ce sentiment de mépris, de résignation a gagné une partie de nos élèves, mais aussi les cadres intermédiaires de l'Education Nationale, à commencer par les chefs d'établissements ou les corps d'inspection. Les services administratifs ne vont pas mieux.

Tout se fait à marche forcée !

La réforme des retraites n'est pas digérée. Perdre deux années de plus au travail ne passe toujours pas, dans un contexte de perte de repères, cumulé à **des réformes successives totalement contre-productives donc démotivantes !** Par exemple, quid de l'absentéisme grandissant dans les lycées des élèves de terminale qui ont passé et réussi leurs épreuves de spécialité ! Une avancée de la réforme du bac ? Nous ne le croyons pas ! Où est l'évaluation sur ce sujet ?

La réforme de la voie professionnelle inquiète évidemment, puisque des centaines de collègues craignent de se retrouver sur le carreau à la rentrée 2024, ou seraient contraints de changer de corps (là également, c'est un mépris pour les enseignants, mais aussi pour les inspecteurs du 1^{er} degré ou des collèges à qui l'on va imposer des professeurs de LP de filières essentiellement tertiaires : depuis quand fait-on de la gestion ou du commerce dans ces établissements ?! Quel mépris des personnels !

Le fameux Pacte « travailler plus pour gagner plus », imposé à la hâte au mois de juin, avec une quinzaine de jours pour le mettre en place dans des établissements, et alors que les collègues sont occupés entre examens et conseils de classe, pour une application au 1^{er} septembre, est une hérésie qui va **renforcer la division des équipes**. Certains chefs d'établissement les utilisent déjà comme des cadeaux ou des remerciements... Le principe même de ce pacte est une aberration : les collègues les plus vulnérables, ceux qui ne sont pas stabilisés dans l'établissement, ceux qui ont besoin d'argent car nos salaires en début de carrière sont insuffisants, **deviendront taillables et corvéables à merci**. Et pour faire quoi ? remplacer pour remplacer ? Ça fait cher la garderie.

Dernier exemple de ces incohérences : la lutte contre le harcèlement. Qui peut accepter, dans cette salle, que le Ministre annonce vendredi dernier, dans les médias, suite à sa rencontre avec une mère éplorée (et on peut le comprendre), que chaque établissement doit organiser cette semaine une heure de sensibilisation au harcèlement ? N'y a-t-il pas depuis des années des dispositifs travaillés de longue haleine dans les établissements scolaires, avec des professionnels particulièrement mobilisés ? Qu'il faille renforcer cette sensibilisation est une évidence et les moyens qui vont avec (par exemple obliger chaque établissement à recruter

un·e infirmier·ère, d'avoir un·e psychologue scolaire. Car si **le harcèlement est évidemment l'affaire de tous**, à chacun son métier, à chacun ses compétences). Mais il faut prendre le temps de l'organiser correctement. Pas au mois de juin au milieu des examens. Sans aucun doute, les harceleurs ont-ils dû passer un très mauvais week-end, sachant qu'ils allaient subir une heure de sensibilisation collective cette semaine. Si le sujet n'était pas aussi sérieux, ce serait risible. La foudre a touché un collégien, avant-hier, devant son établissement scolaire. Le ministre va-t-il annoncer sur BFM TV qu'il faut couper tous les arbres devant les collègues la semaine prochaine ?

Que notre institution soit dirigée par des effets de Com' est insupportable. Cela contribue aussi à la démotivation des personnels et au sentiment de déclassement général.

Qui sont les responsables de cette situation ? Le Président de la République, évidemment, qui poursuit sa politique de destruction massive des services publics, le Ministre de l'éducation, bien entendu, qui tente de se faire remarquer par des sorties médiatiques aussi improvisées qu'incohérentes, mais également les Recteurs et Rectrices ou les plus hauts cadres de notre administration académique, qui voient très bien **les dégâts causés par les politiques menées actuellement** mais qui continuent à les cautionner, par loyauté institutionnelle, alors qu'ils devraient eux-aussi tirer publiquement la sonnette d'alarme.

La bonne nouvelle de la semaine fut l'annonce de l'augmentation de... 28 euros mensuel (c'est l'exemple pour un·e certifié·e au 5^{ème} échelon). Merci Monsieur le Ministre pour cette obole. Cela ne couvre pas l'inflation, mais mettra, à coup sûr, de la margarine dans les épinards. **La répartition des profits ne bénéficie pas à tout le monde...**

Cette dernière période de l'année est éprouvante. Les surveillances, corrections, interrogations se multiplient. **Nous soutenons tou.tes les collègues qui font pour le mieux** afin de maintenir à flot un bateau bien malmené. Il serait bon que les injonctions tombées d'en haut ne viennent pas, encore, charger la barque.

Merci pour votre attention.

Pour la CGT Enseignement privé
Christelle SEBAHI - Serge VALLET
Élu·es CCMA